



Intelligence artificielle : transformer le potentiel africain en moteur de développement durable ?



Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité

Le Zoom est un document hebdomadaire qui vise à donner un aperçu sur une thématique considérée comme tendance lourde dans la période couverte.

L’IA en Afrique : pourquoi son adoption ne garantit pas des gains économiques

La Banque mondiale a relevé plusieurs défis liés à l’adoption de l’Intelligence artificielle (IA) en Afrique subsaharienne, notamment la fiabilité de l’approvisionnement électrique, le coût de la connexion, le manque de compétences numériques, la disponibilité de données de qualité et les capacités informatiques. Ces contraintes limitent les possibilités d’utilisation de l’IA, en particulier lorsque les entreprises ne disposent pas des ressources nécessaires pour intégrer ces outils à leurs activités. À court terme, la Banque mondiale envisage l’IA comme un outil susceptible de compléter le travail humain, plutôt que de provoquer une automatisation massive. Pour concrétiser ce potentiel, les investissements dans les infrastructures, la formation, les données et la gouvernance restent déterminants. Pour les économies africaines, l’enjeu ne se résume donc pas à adopter plus rapidement l’intelligence artificielle. Il s’agit de créer les conditions permettant aux entreprises et aux travailleurs de l’utiliser efficacement. Car entre la mise à disposition d’une technologie et la création de richesse, il reste une étape décisive : transformer son usage en gains de productivité durables et largement partagés.

(Source : <https://www.lebrief.ma/afrique/ia-en-afrique-pourquoi-son-adoption-ne-garantit-pas-les-gains-economiques-100170547/>)

IA : à l’Afrique les usages, aux autres les milliards ?

La Banque africaine de Développement (BAD) et le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) ont annoncé vouloir accélérer leur initiative visant à mobiliser 10 milliards de dollars pour l’IA en Afrique, avec l’ambition de contribuer à créer 25 millions d’emplois d’ici 2035. Cependant, les emplois et les richesses que l’IA peut générer ne se limitent pas aux secteurs qui l’utiliseront. Ils se trouvent aussi dans l’industrie qui la rend possible. Et sur ces marchés, l’Afrique ne peut se satisfaire du rôle de cliente. L’idée que l’Afrique puisse prendre place dans cette industrie n’a pourtant rien d’une chimère. Sans construire les usines ultracoûteuses qui fabriquent les puces les plus avancées, elle peut se positionner sur l’assemblage, le test ou la conception électronique à l’image du Maroc et de l’Égypte. Tous les pays africains ne peuvent prétendre aux mêmes activités. Pour des économies en quête de nouveaux relais de croissance, l’IA représente bien davantage que des applications à adopter. Elle ouvre des marchés à conquérir. Sur ce point, l’Afrique n’a pas besoin de tout produire. Elle doit en revanche se donner les moyens de produire ce dont cette nouvelle industrie a besoin.

(Source : <https://www.agenceecofin.com/edito/2110-142619-ia-a-l-afrique-les-usages-aux-autres-les-milliards>)

« L’Afrique ne doit pas adopter l’IA, elle doit en capter la valeur »

Le Fonds monétaire international (FMI) estime qu’au niveau actuel de préparation de l’Afrique subsaharienne, l’IA ne contribuerait qu’à environ 0,2 % du PIB régional au cours de la prochaine décennie. Si les pays renforcent les infrastructures numériques, l’électricité, les compétences et la diffusion de l’IA au-delà des seules entreprises déjà numérisées, les gains pourraient approcher 4 % sur dix ans. Autrement dit, le sujet n’est pas l’existence de la technologie. Le sujet est la capacité d’absorption économique et industrielle. La valeur de l’IA ne réside pas seulement dans les grands modèles. Une erreur fréquente serait de conclure que l’Afrique doit reproduire à l’identique la course américaine aux modèles de plusieurs centaines de milliards de paramètres. L’Afrique a besoin d’utilisateurs de l’IA. Mais, elle a surtout besoin d’architectes de systèmes, d’ingénieurs en *machine learning*, de spécialistes *data*, de chercheurs, de *product managers*, de professionnels de la cybersécurité et de fondateurs capables de transformer un modèle en infrastructure économique.

(Source : <https://www.latribune.fr/article/idees/21138184824948/opinion-lafrique-ne-doit-pas-seulement-adopter-l-ia-elle-doit-en-capter-la-valeur>)

Le Maroc et l’IA : quand la création d’un ministère devient un paradoxe politique

La création d’un ministère constitue un acte symbolique par lequel un gouvernement annonce ses priorités et cherche à inscrire son action dans l’avenir. En consacrant un portefeuille à l’IA, le gouvernement marocain signale que cette technologie ne doit plus être considérée comme un sujet exclusivement réservé aux informaticiens, aux ingénieurs ou aux entreprises spécialisées. Elle devient une question de souveraineté, de compétitivité, de modernisation administrative et de développement national. Toutefois, la sociologie politique nous enseigne qu’il faut distinguer la représentation institutionnelle de la capacité opérationnelle. Un État peut afficher une ambition moderne tout en conservant des procédures administratives lentes, des investissements insuffisants dans la recherche ou des inégalités d’accès à l’éducation. Le vocabulaire de l’innovation ne garantit pas, en lui-même, la transformation des structures économiques. Les institutions peuvent favoriser l’innovation ; elles ne peuvent pas la décréter. Le risque serait de considérer la création de ce ministère comme la preuve que le problème est résolu.

(Source : <https://article19.ma/accueil/archives/199841>)

IA en Afrique francophone : un cadre commun en quête d’application

Alors que l’IA s’impose progressivement dans les économies et les administrations africaines, six pays francophones se dotent d’un référentiel commun destiné à encadrer son développement. Dans un document commun intitulé « *Lignes directrices pour une intelligence artificielle éthique, inclusive et responsable en Afrique francophone* », le Burkina Faso, le Sénégal, la Côte d’Ivoire, le Mali, la Guinée et le Bénin fixent des principes, des priorités et un calendrier d’action. Ce référentiel ne constitue que le début du processus. Pour l’Afrique francophone, le véritable enjeu consiste à transformer les principes en décisions, les recommandations en politiques publiques et les ambitions en investissements. L’avenir de la gouvernance de l’IA ne se jouera pas uniquement dans les textes, mais dans la capacité des États à leur donner une traduction institutionnelle, financière et opérationnelle. Un acte officiel, un budget clairement identifié et une autorité de contrôle suffisamment dotée : ce sont, au fond, les trois marqueurs qui permettront de mesurer la portée réelle de cette initiative.

(Source : <https://www.osiris.sn/intelligence-artificielle-en-afrique-francophone-un-cadre-commun-en-quete-d.html>)

Nb: le contenu des articles n'engage que leurs auteurs.